

Recherches sociographiques



L'Anti-Congrès

François Béland

Volume 13, Number 3, 1972

Idéologies et politiques étudiantes

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055589ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055589ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Béland, F. (1972). L'Anti-Congrès. *Recherches sociographiques*, 13(3), 381–397.
<https://doi.org/10.7202/055589ar>

Article abstract

Souvenons-nous des étudiants de 1968.

Dès janvier, ils ébranlent les fondements des organisations syndicales qui les représentent et des administrations scolaires ou universitaires qui gèrent leurs activités académiques. Les nouvelles revendications s'expriment hors des cadres traditionnels : l'A.G.E.U.M. est exclue de la grève des étudiants de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal. Les revendications des « nouveaux » étudiants sont inconnues des « anciens » militants syndicaux : méthodes pédagogiques libertaires, refus de toute hiérarchie universitaire ou scolaire et responsabilité de l'étudiant envers le savoir qu'on lui enseigne.

Pendant l'été, les associations étudiantes collégiales et universitaires engagent des animateurs syndicaux étudiants. L'U.G.E.Q. abandonne le rôle d'encadrement idéologique et organisationnel que lui avaient légué ses fondateurs. Elle refuse toute mission représentative, elle s'en remet au « milieu » étudiant, lieu de spontanéité et de créativité culturelle et politique, tandis que les plus militants de ses membres font un « tour du Québec », rencontrent les permanents syndicaux étudiants et les leaders locaux des institutions d'enseignement. Un cahier de revendications et un nouveau mode d'action revendicative émergent lors d'une session d'étude organisée par l'U.G.E.Q. : la semaine syndicale d'août. Militants, animateurs, leaders locaux sont présents à cette véritable préfiguration d'octobre, réunion d'un combat nouveau, comme le congrès de février 1969 allait en marquer la fin apocalyptique.

Éclatent les événements d'octobre (1968).

Logique, l'U.G.E.Q. informe, prête assistance technique, mais ne dirige pas. Les centres d'action sont les unités locales, plus ou moins militantes, qui se transforment en communautés *libertaires révolutionnaires*. L'unité du mouvement est donnée par quelques revendications, par l'intention libertaire commune et par les expressions idéologiques raffinées de leaders locaux dont l'audience s'élargit grâce aux *médias* d'information. Après les événements d'octobre, les directions des cégeps prennent les mesures disciplinaires que l'on sait : exclusion de leaders, interdiction d'assemblées, renvoi d'étudiants, suspension de professeurs, saisies de journaux étudiants, contrôle des présences élargées sur les campus, etc. L'U.G.E.Q. se révèle impuissante à organiser la résistance des étudiants et à empêcher l'application de ces mesures. En fait, ce n'est déjà plus son rôle : coordonner, informer n'est pas organiser.

Donc, contestée de l'intérieur, incapable de réagir aux actions les plus vexatoires des administrations scolaires, asphyxiée par une grave crise financière, l'U.G.E.Q. disparaît en juin 1969 de l'horizon politique et syndical du Québec à la suite d'un congrès en parfaite continuité historique avec les événements qui l'avaient précédé depuis presque un an et demi. Il nous semble en effet que le congrès de février 1969 doit se comprendre comme la dernière manifestation d'un cycle commencé en janvier 1968. Le syndicalisme étudiant que le Québec avait connu pendant la révolution tranquille, disparaît avec la conjoncture politique qui avait favorisé ce mode d'organisation. Des revendications nouvelles, des actions nouvelles, le fractionnement des organisations syndicales en groupuscules politiques ne sont pas des événements indépendants les uns des autres, ils se présenteront en une même et courte période historique, contemporaine d'événements similaires en d'autres pays. Ce sera une période d'interrogation radicale de la pensée occidentale, du capitalisme qui la soutient, de la techno-structure qui en profite, du contenu de l'enseignement, de la hiérarchie des savoirs, des titres universitaires qui la cristallisent ; cette interrogation est pourtant inconditionnellement liée à chacune des formations sociales dont elle manifeste les contradictions.

Le congrès de février reprend l'ensemble des débats, questions et affrontements caractéristiques de cette période troublée. Les groupuscules, survivants de la dislocation des organisations syndicales, le domineront. Tellement que ce qui demeure de syndicats étudiants verront leurs représentants s'organiser spontanément en groupuscules à l'intérieur du congrès même. Le congrès est le lieu de leur rencontre ultime. C'est d'eux qu'il sera question ici, des thèmes de leur discours, homonymiques de par leur condition commune d'étudiant ; à la fois opposition à la « rigidité de l'intelligence contemporaine », exorcisme de la parole et copie fidèle de l'académisme.

L'ANTI-CONGRÈS *

Souvenons-nous des étudiants de 1968. ¹

Dès janvier, ils ébranlent les fondements des organisations syndicales qui les représentent et des administrations scolaires ou universitaires qui gèrent leurs activités académiques. Les nouvelles revendications s'expriment hors des cadres traditionnels : l'A.G.E.U.M. est exclue de la grève des étudiants de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal. Les revendications des « nouveaux » étudiants sont inconnues des « anciens » militants syndicaux : méthodes pédagogiques libertaires, refus de toute hiérarchie universitaire ou scolaire et responsabilité de l'étudiant envers le savoir qu'on lui enseigne.

Pendant l'été, les associations étudiantes collégiales et universitaires engagent des animateurs syndicaux étudiants. L'U.G.E.Q. abandonne le rôle d'encadrement idéologique et organisationnel que lui avaient légué ses fondateurs. Elle refuse toute mission représentative, elle s'en remet au « milieu » étudiant, lieu de spontanéité et de créativité culturelle et politique, tandis que les plus militants de ses membres font un « tour du Québec », rencontrent les permanents syndicaux étudiants et les leaders locaux des institutions d'enseignement. Un cahier de revendications et un nouveau mode d'action revendicative émergent lors d'une session d'étude organisée par l'U.G.E.Q. : la semaine syndicale d'août. Militants, animateurs, leaders locaux sont présents à cette véritable préfiguration d'octobre, réunion d'un combat nouveau, comme le congrès de février 1969 allait en marquer la fin apocalyptique.

Éclatent les événements d'octobre (1968).

Logique, l'U.G.E.Q. informe, prête assistance technique, mais ne dirige pas. Les centres d'action sont les unités locales, plus ou moins militantes, qui

* Nous remercions Michel Doré de son aide lors de la cueillette des données, ainsi que R. Simoneau et G. Pronovost pour leur collaboration patiente et soutenue au cours du travail monographique.

¹ Pour plus de détails, voir plus loin la chronologie des événements.

se transforment en communautés *libertaires révolutionnaires*. L'unité du mouvement est donnée par quelques revendications, par l'intention libertaire commune et par les expressions idéologiques raffinées de leaders locaux dont l'audience s'élargit grâce aux *media* d'information.

Après les événements d'octobre, les directions des cegeps prennent les mesures disciplinaires que l'on sait : exclusion de leaders, interdiction d'assemblées, renvoi d'étudiants, suspension de professeurs, saisies de journaux étudiants, contrôle des présences étrangères sur les campus, etc. L'U.G.E.Q. se révèle impuissante à organiser la résistance des étudiants et à empêcher l'application de ces mesures. En fait, ce n'est déjà plus son rôle : coordonner, informer n'est pas organiser.

Donc, contestée de l'intérieur, incapable de réagir aux actions les plus vexatoires des administrations scolaires, asphyxiée par une grave crise financière, l'U.G.E.Q. disparaît en juin 1969 de l'horizon politique et syndical du Québec à la suite d'un congrès en parfaite continuité historique avec les événements qui l'avaient précédé depuis presque un an et demi. Il nous semble en effet que le congrès de février 1969 doit se comprendre comme la dernière manifestation d'un cycle commencé en janvier 1968. Le syndicalisme étudiant que le Québec avait connu pendant la révolution tranquille, disparaît avec la conjoncture politique qui avait favorisé ce mode d'organisation.² Des revendications nouvelles, des actions nouvelles, le fractionnement des organisations syndicales en groupuscules politiques ne sont pas des événements indépendants les uns des autres, ils se présenteront en une même et courte période historique, contemporaine d'événements similaires en d'autres pays. Ce sera une période d'interrogation radicale de la pensée occidentale, du capitalisme qui la soutient, de la techno-structure qui en profite, du contenu de l'enseignement, de la hiérarchie des savoirs, des titres universitaires qui la cristallisent ; cette interrogation est pourtant inconditionnellement liée à chacune des formations sociales dont elle manifeste les contradictions.

Le congrès de février reprend l'ensemble des débats, questions et affrontements caractéristiques de cette période troublée. Les groupuscules, survivants de la dislocation des organisations syndicales, le domineront. Tellement que ce qui demeure de syndicats étudiants verront leurs représentants s'organiser spontanément en groupuscules à l'intérieur du congrès même. Le congrès est le lieu de leur rencontre ultime. C'est d'eux qu'il sera question ici,³ des thèmes de leur discours,³ homonymiques de par leur condition commune

² Voir ci-dessus le texte de P.-R. BÉLANGER et L. MAHEU.

³ Les étudiants anglophones (presque, sinon tous, de McGill) ont été les seuls à insister sur la question nationale. Selon eux, ce qui menace l'U.G.E.Q., ce sont les problèmes linguistiques et ethniques que rencontrent le Québec et le Canada. Sources de dissension, ils réduisent la solidarité des classes dominées : l'U.G.E.Q. doit payer d'exemple, elle doit reconnaître :

d'étudiant ; à la fois opposition à la « rigidité de l'intelligence contemporaine », exorcisme de la parole et copie fidèle de l'académisme.

I. LE CONGRÈS ⁴

Quatre groupuscules plus ou moins identifiés, plus ou moins organisés, ont animé les débats. ⁵ Nous avons distingué : a) le mouvement syndical critique (MSC) formé de l'exécutif sortant de l'U.G.E.Q. et des leaders étudiants de certains des cegeps les plus militants pendant octobre 1968 ; b) le mouvement syndical politique (MSP), nouvelle organisation radicale issue de la rencontre d'étudiants de la faculté de philosophie de l'Université de Montréal et de cegeps où la répression de l'administration a été dure et victorieuse ; c) le syndicalisme de négociation, ⁶ tendance idéologique qui rassemble surtout des représentants officiels d'organisations syndicales encore sur pied ; groupuscule de circonstances, il défend la tradition de l'U.G.E.Q. ; d) le spontanéisme, tendance idéologique plus ou moins apparentée au mouvement syndical politique, présente par le terrorisme verbal de quelques individus charismatiques. Leurs interventions n'ont suscité de désapprobation ouverte que des tenants du syndicalisme de négociation. Les deux autres groupuscules, sans approuver, y trouvaient la critique radicale de l'académisme qu'ils dénonçaient. L'incantation est là.

Le syndicalisme de négociation

Cette tendance affirme la nécessité d'une organisation syndicale étudiante québécoise qui tentera de politiser les membres du syndicat. Le but

« La prédominance du français au Québec, la permanence du fait anglais au Québec, du fait français au Canada, [...] l'anglais [...] langue supplémentaire au Québec... (et l'une des langues officielles de l'U.G.E.Q.). »

Le problème national ou linguistique ne soulevait aucun intérêt chez les Québécois francophones. Les débats désirés par les anglophones ont tourné court : les francophones ont définitivement opté pour l'indépendance, solution politique qui, pour eux, acquiert tout son sens dans la perspective de la libération totale de l'homme québécois.

⁴ L'analyse qui suit se base sur l'enregistrement sur bande magnétique des assemblées générales du congrès de l'U.G.E.Q. en février 1969. Les notes personnelles de l'équipe des observateurs ont servi à compléter l'information.

Les documents remis par l'U.G.E.Q. aux participants, ainsi que les tracts et documents distribués durant le congrès, confirment pour la plupart le contenu des débats. (Voir en annexe la description de ces documents.)

⁵ Le groupe (groupuscule) trotskiste, présent au congrès, s'est dissout dans notre classement des tendances. En effet, nous savons à la suite d'observations personnelles et de discussions avec les personnes intéressées que les trotskistes ont été actifs lors du congrès. Nous n'avons pu les saisir comme groupe. Il semble qu'en général, les trotskistes s'identifient à certaines tendances lors de discussions de groupe selon que ces tendances défendent un point ou un autre de leur programme. Leurs interventions se dissolvent ainsi au sein de ces multiples tendances.

⁶ La dénomination est la nôtre, elle indique le mode choisi de l'action syndicale usuelle dont se réclame ce groupe.

premier de l'organisation n'en demeure pas moins la négociation de solutions aux problèmes étudiants avec les agents du pouvoir.

En l'instance, l'U.G.E.Q. est et doit demeurer ce porte-parole, ce défenseur des intérêts de l'ensemble des étudiants. L'U.G.E.Q., « coordinatrice des actions [...] agissant pour une action positive et non contestataire », ⁷ doit avoir une organisation puissante fondée sur le principe de la délégation de pouvoir, c'est-à-dire de la représentation de l'ensemble par les quelques-uns élus. « Ce principe fondamental de la démocratie », rejeté par les autres tendances ou groupuscules, exige que tout syndicat représente fidèlement les intérêts et les opinions des membres. Les leaders, « issus de l'apathie populaire », ont cependant pour mission dernière de susciter des actions pour défendre les intérêts « de la masse ». Cette dialectique entre la démocratie et l'apathie, le respect d'autrui et les nécessités de l'action constitue les bases sur lesquelles s'érige le principe même de l'encadrement organisationnel de l'action étudiante. L'organisation gère ces tensions qui, autrement, s'épuisent soit dans le gauchisme, soit dans la reddition.

Les étudiants qui défendaient cette option ont été amenés à définir les bornes de l'action du syndicalisme démocratique. Le principe de la délégation de pouvoir limite l'action des leaders : « dans mon milieu, il y a 1,200 étudiants, je ne peux faire ce que je veux... » Ainsi, « l'U.G.E.Q. (doit devenir) un syndicat qui n'appuie l'opinion que de la majorité de ses membres » — proposition battue par l'assemblée générale du congrès — « de sorte que les représentants élus par les étudiants seront vraiment le reflet des aspirations générales. » C'est, a-t-on ajouté, la seule façon de rallier tous les étudiants du Québec dans une même organisation syndicale.

On fait de l'U.G.E.Q. une organisation de coordination des activités et de l'information en milieu étudiant. Cela suppose que l'Union devienne un mécanisme de rencontres, d'échanges, de discussions, un lieu où l'on s'éclaire mutuellement sur les problèmes étudiants. En particulier, les militants se réunissent, discutent, et du choc de leurs idées naissent de nouveaux projets ; ce qui permettrait d'échapper 1) à l'isolement idéologique, politique et organisationnel des leaders accaparés par les exigences de l'action locale et 2) à l'apathie de la masse étudiante. Cette apathie de la masse ralentit souvent l'action car cet énorme « dénominateur commun » écrase les énergies, freine les actions de ceux qui désirent le changement. Ce qu'il faut, c'est une action positive auprès des individus, dans le but de les sensibiliser, les politiser, mais non une contestation inutile qui choque plus qu'elle n'éclaire.

Les syndicats étudiants doivent défendre les intérêts de leurs membres. Il est temps que l'U.G.E.Q. s'occupe des problèmes d'éducation, d'adminis-

⁷ Les guillemets identifient les interventions d'étudiants des tendances dont il est question.

tration scolaire, de pédagogie, de bien-être, etc. Ces revendications ne s'inscrivent pas dans une défense corporative, mais dans une problématique d'un changement global de la société : l'action revendicative de l'U.G.E.Q. doit saboter la machine de l'adversaire par des négociations qui mettent en cause la légitimité de son pouvoir. « L'U.G.E.Q. doit entreprendre des négociations avec les dirigeants pour torpiller le pouvoir établi. » L'action syndicale étudiante a donc deux buts : 1) « rallier tous les étudiants du Québec dans une même union générale » et 2) « négocier pour torpiller le pouvoir établi ». Les dirigeants de l'U.G.E.Q. mettront donc l'accent sur « la négociation avec le gouvernement de solutions aux problèmes étudiants d'une part, et d'autre part (sa transformation en une organisation) efficace qui coordonne les actions, informe ses membres et manifeste le leadership créateur qu'on attend d'elle. »

Ce groupuscule n'est pas moins conscient du danger qui guette les leaders syndicaux étudiants. Les fondateurs de l'U.G.E.Q., ceux qui ont justement voulu en faire un agent de négociation et un organisme représentatif, ont été « assimilés » par le pouvoir établi ; de sorte qu'on les retrouve maintenant du côté du gouvernement contre qui ils luttèrent il y a quelque temps à peine. « Les fondateurs de l'U.G.E.Q. ont été assimilés, mais tous les gens de gauche doivent manger, donc travailler. »

Plusieurs critiques ont été adressées aux porte-paroles des tendances opposées. Certains des partisans du syndicalisme de négociation ont vivement ressenti « l'absence de propositions concrètes » durant les premiers jours du congrès. Plus encore, ils ont blâmé l'attitude de certains participants : « Y a personne ici qui fait des concessions. Tout le monde a raison ici, ce n'est pas un débat. » D'autres ont douté de l'utilité du congrès à cause de l'émotivité qui y sévissait ; un choix entre les différentes tendances devenait par le fait même impossible. Quelques-uns ont tout simplement manifesté leur dégoût, assimilant les assises de l'U.G.E.Q. aux « conventions » des partis Libéral ou Union Nationale. Le principal porte-parole de cette tendance s'est exprimé en ces termes : « Il règne ici un climat de guérilla intellectuelle, un ouvrier serait brimé par ce climat. »

Le mouvement syndical critique (MSC)

Ce groupuscule désire s'engager dans un nouveau type d'action syndicale, tout en conservant une organisation nationale qui puisse faire le lien entre ce qu'il appelle les problèmes quotidiens des étudiants et les problèmes de la société globale. « L'U.G.E.Q. serait un organisme central qui puisse donner une problématique d'ensemble qui lie le quotidien et le national. Mais, actuellement, l'U.G.E.Q. est un frein à l'action ; mais si on pense que l'orga-

nisme national peut favoriser le travail local-régional, alors on conserve l'U.G.E.Q. »

Deux ordres d'idée préoccupent le MSC : la problématique révolutionnaire qui manque aux étudiants pour leur faire saisir la portée de leurs actions et le type d'organisation nécessaire à l'action révolutionnaire. 1) La pratique révolutionnaire n'a pas encore découvert sa théorie : « On est impuissant car il n'y a pas de problématique qui lie les problèmes étudiants à la société globale. » Il est donc urgent d'entreprendre l'étude de la société. Mais une tâche encore plus urgente semble préoccuper les défenseurs de la tendance MSC, le changement révolutionnaire de la mentalité des étudiants et des militants syndicaux : « Il faut non seulement transformer les mentalités des autres, mais la nôtre aussi. » 2) L'U.G.E.Q. doit devenir l'organisation qui lie dans l'action les événements de la vie quotidienne aux données structurelles de la société. Le MSC est à la recherche d'une forme d'organisation décentralisée qui prendra son inspiration et ses énergies dans le milieu étudiant, régénéré par l'action bénéfique de l'organisme central qui fait le lien entre « le quotidien et le global ».

Le MSC s'opposera à toute négociation avec le pouvoir établi, mais cela ne signifie pas qu'il rejette tous les principes traditionnels : l'U.G.E.Q., puisqu'elle est un organisme national, doit demeurer représentative des membres qui y adhèrent. L'on doit cependant opter pour une définition souple de la notion de représentativité, souplesse qui se réduit à la notion de mandat, « un mandat donné par le milieu et contrôlé par les gens du milieu ».

S'organiser signifie accepter des contraintes. D'abord, quant à la pondération des représentants des institutions, ensuite quant à l'efficacité de l'organisation. Le MSC définit donc l'organisation du mouvement étudiant avec souplesse et pragmatisme. « Elle est un instrument qui aide à agir, et non une machine qui écrase [...] un rouage technique, avec une équipe d'animateurs qui agissent pour renouveler le milieu [...] un élément de sécurisation pour éviter une trop grande scission. »

Pour ce faire, le MSC met l'accent sur la régionalisation de la structure organisationnelle et sur l'efficacité des rouages administratifs. « Il faut que notre action soit efficace, qu'on ne soit pas des martyrs de la révolution. Il y en a en masse des moyens. » Ses actions doivent cependant correspondre aux besoins du milieu ; mieux encore, les actions entreprises par l'U.G.E.Q. doivent permettre au milieu de répondre lui-même à ses propres besoins. Sur le plan pratique, la région s'offre comme palier organisationnel intermédiaire, et en quelque sorte privilégié, entre l'organisation locale (le milieu) et l'organisation nationale. « Pour savoir comment intervenir dans le milieu, il faut partir du régional, puis aller au local. » Le MSC croit au dynamisme

du milieu étudiant. « Il est prêt à remettre en question toute la structure de l'U.G.E.Q. et à la remettre entre les mains du milieu [...] (car) c'est au niveau local qu'on peut prouver quel type d'action et d'organisation l'on veut, c'est pas au congrès [...] (En effet) s'il y a un nouveau congrès en juin, il doit être préparé à partir d'une analyse du milieu, de même la création à long terme d'une nouvelle U.G.E.Q. doit procéder à partir du milieu. »

D'ailleurs, les structures dépassées de l'U.G.E.Q. s'effritent. « (Elles n'ont) aucune implication directe sur le milieu [...] Que l'U.G.E.Q. tombe, ça ne dérange pas le milieu. On n'a pas de syndicat au collège. Ça me fait rien, on va travailler quand même. » Le MSC est conscient du peu d'influence de l'U.G.E.Q. actuelle sur le milieu, la disparition de l'U.G.E.Q. n'est pas tragique. « La perte de l'U.G.E.Q. ne ralentira pas les énergies du milieu puisque de toute façon, elle n'était pas présente lorsqu'on en avait besoin. » Il est nécessaire d'adopter une stratégie d'action qui tienne compte des échecs successifs de l'U.G.E.Q. et en particulier des difficultés d'organisation de l'action étudiante après octobre 1968. « Le plus important, c'est de suspendre l'U.G.E.Q. de nos têtes, après on pensera aux aspects organisationnels et financiers. Il y a quatre ans, une minorité de gens a décidé de monter des structures syndicales, ça a permis d'élaborer une action. Ces structures sont aujourd'hui dépassées, elles ne répondent plus au besoin du milieu [...] Ce qui est important, c'est de travailler avec le monde : on n'a pas travaillé avec les étudiants, au lieu on se cherche des ennemis. Collectivement, qu'on parte du milieu, qu'on analyse la situation, qu'on propose des actions et qu'on bâtisse par la suite une organisation nationale. »

Tel est le programme du MSC. Il cherche un mode d'organisation étudiante qui réalise l'équilibre entre la nécessité de la coordination des actions syndicales et l'idéal d'une action spontanée qui naît de la collectivité locale. En conséquence, dit-il, « travailler dans nos milieux, est le seul projet collectif qu'on peut avoir » dans l'état actuel du mouvement étudiant québécois.

Dans un autre ordre d'idée, le MSC opte au départ « pour une action révolutionnaire qui transforme les mentalités et change la société capitaliste. » Dans cette optique, il se prononce contre toute forme de négociation avec qui que ce soit. Toutefois, il prétend ne pas tomber dans l'activisme ; au messianisme de certains, il oppose son réalisme révolutionnaire : le pouvoir ce n'est ni la personne du maire de Montréal, ni son chef de police, c'est le capitalisme, la mentalité des gens et celle des étudiants en particulier. « On ne règle pas les problèmes en changeant les hommes, c'est pas en changeant les gouvernements qu'on change profondément les structures et les situations [...] L'ennemi n'est ni au Parlement, ni à la police, il est dans notre tête, tant qu'on va être intolérant, sectaire, la révolution ne se fera pas. »

En conclusion, deux observations : 1) la majeure partie des interventions des partisans du MSC concerne les nécessités fonctionnelles de la bonne marche du mouvement étudiant. « On est en face du problème de l'organisation. Je retourne dans le milieu [...] je veux intervenir, que faire ? » 2) L'U. G.E.Q. joue un rôle vital, non seulement dans l'élaboration d'une stratégie de l'action syndicale étudiante, mais surtout elle donne sens à cette action en joignant les composantes « quotidienne » et « globale » de la vie sociale.

Le congrès de février 1969 a été sévèrement jugé par le MSC : le congrès n'a donné aucune information sur l'état du mouvement étudiant dans les collèges et universités du Québec ; il a été impossible de savoir quel a été l'impact des événements d'octobre sur les étudiants. Essentiellement négative, l'attitude des participants les a empêchés de décider quoi que ce soit. « Ça fait quatre jours qu'on dit non, qu'on dise oui à ce qu'on va faire lundi matin [...] J'ai vu des gens [...] qui ont crié des idéologies d'un bord pis de l'autre, en prenant de la bière [...] pis en travaillant pas dans les commissions. » Le congrès a été le lieu d'affrontement entre tendances idéologiques. Les unes et les autres tentèrent de « s'englober, de dominer le mouvement étudiant ». La communication entre individus n'eût pas lieu. « On a fait sauter beaucoup de choses. Tellement, qu'on a de la peine à communiquer. »

Cette difficulté de communiquer a deux causes : 1) « Notre mode de fonctionnement est imprégné de la pire bureaucratie, on en reste au verdict sans essayer de trouver un consensus [...] Il faudrait tenir compte que la communication donne de l'information, sinon on va retourner au stalinisme. Ça prend une technique de fonctionnement. La bureaucratie, c'est aussi dangereux que la police. » 2) « À l'intérieur du congrès, on n'a pas créé ensemble. On veut beaucoup de choses, mais on est incapable de rien faire ensemble [...] On n'a pas fait l'expérience d'une communauté [...] Ce que je regrette, c'est qu'il y ait eu peu de témoignages ici, qu'il y ait peu de choses vraies. »

Enfin, à titre de bilan des discussions au congrès : « On est colonisé, on est pas capable de se parler ; on n'est pas capable de vivre notre liberté [...] J'ai l'impression qu'on est une gang de curés qui savent pas quoi faire pour emmener les gens à la messe. »

Le mouvement syndical politique (MSP)

Le mouvement syndical politique s'oppose au « syndicalisme de négociation » et au mouvement syndical critique. Le premier est carrément bourgeois, tandis que le deuxième prend son inspiration dans l'idéologie du syndicalisme étudiant traditionnel. Il en subit les tares et les défauts, dont les principaux lui viennent du maintien d'une machine bureaucratique aliénante. Abolir cette machine, c'est permettre aux collectivités locales d'étu-

dians (le milieu) de se manifester dans tout leur dynamisme, c'est-à-dire de faire surgir des actions locales coordonnées par l'exécutif national à la tête d'une organisation extrêmement décentralisée. « On doit essayer de répondre aux questions des gens qui ont pris des actions ; alors, il faut partir du dynamisme des unités de base plutôt que de chapeauter des actions [...] Je ne croirais jamais à une U.G.E.Q. extérieure au milieu qui définit (les situations) et qui provoque (les actions). Le seul rôle légitime de l'U.G.E.Q. est celui d'un secrétariat central. » Ainsi, « le milieu » possède la capacité totale de légitimer ses propres actions. L'U.G.E.Q. ou toute organisation qui la remplacerait, n'est qu'un instrument aux mains des milieux étudiants qui expriment leurs besoins selon leur propre conscientisation. « L'U.G.E.Q. ne peut pas lancer d'action, il faut que l'U.G.E.Q. devienne une espèce de service [...] qui fournisse des moyens adaptés aux diverses régions. » D'ailleurs, le MSP impute le succès du mouvement d'octobre (1968) au fait qu'il a surgi des entrailles du milieu. « Nous devons trouver les besoins du milieu, situer notre action en fonction du milieu. Par exemple, (pendant) les occupations (d'octobre 1968), on est parti des gens, des problèmes, de nos objectifs. »

Il faut certes envisager les problèmes d'organisation, mais sans sauter les étapes. L'U.G.E.Q. n'est pas une organisation qui, de l'extérieur, définit les objectifs du milieu ou le provoque à l'action. Elle ne doit pas subir l'aberration centralisatrice. « On va laisser les gens s'écoeurer dans un système d'impuissance si l'U.G.E.Q. est centralisée. »

Le MSP est intéressé à travailler avec l'élément dynamique du milieu, non avec la « masse amorphe ». Le concept de masse, sinon la masse elle-même, lui répugne profondément. On lui préfère les individus, le milieu (toujours personnalisé), dynamique, parce que toujours en situation contrairement à la masse sans identité. « Le MSP va continuer (après le congrès) à travailler avec les éléments dynamiques de chaque unité de base. »

Les syndicats étudiants traditionnels (A.G.E.U.M. et l'ensemble des A.G.E. de collèges) sont disparus parce qu'ils ne répondaient plus au besoin du milieu. Lors du mouvement d'octobre (1968), aucun étudiant ne s'est occupé de l'U.G.E.Q. Elle était un vieux carcan représentatif, cherchant le consensus. « Or, le consensus faut pas chercher à l'avoir [...] Il faut agir par la base, on n'a pas besoin de l'*establishment* étudiant. » L'*establishment* n'est rien d'autre que l'exécutif de l'U.G.E.Q. d'alors et ses mandarins technicistes.

Consensus, représentativité, mandat, tous ces concepts sont périmés, ils ne répondent pas aux besoins des étudiants. « La représentation est désuète, ici (au congrès) on n'est pas représentatif, [...] (Quant au principe de) pondération, c'est du syndicalisme traditionnel. » Ainsi les objectifs du mouvement ont préséance sur la forme même de l'organisation. Tout mode de

délégation de pouvoir est une entrave organisationnelle, c'est-à-dire bureaucratique, à l'action. Il est donc impossible de travailler dans une organisation qui veut rallier la majorité, car l'unanimité est morte. Il n'y a pas une telle chose qu'un consensus. Il n'y a que des gens ou des groupes qui ont pris position et dont il faut respecter la spontanéité et le dynamisme.

Il était dans la logique du MSP de combattre l'idée de délégation de pouvoir, puisque son existence en était la négation pure et simple. Il ne pouvait vouloir représenter les groupuscules locaux qui naissent et disparaissent à tout moment, dépendants qu'ils sont des événements locaux.

L'idée syndicale est pratiquement abandonnée par le MSP. En fait, c'est un mouvement politique qui conserve quelques préoccupations revendicatives de type syndical. Il demeure que les actions syndicales auront une signification politique, puisqu'elles s'inscrivent dans un processus pédagogique d'apprentissage de la révolution.

Le but du MSP est la politisation des masses plutôt que le bien-être des membres compris dans une logique corporatiste, en vue de mettre sur pied une société révolutionnaire autogérée : autogestion des universités, des industries, de l'agriculture, etc. L'ennemi : l'élite capitaliste, dont l'U.G.E.Q. Celle-ci n'a servi qu'à revendiquer au bénéfice de la relève élitiste : les étudiants universitaires. Comment combattre cet ennemi ? « La lutte doit se faire à tous les niveaux, économique, social et politique. » Le choix des moyens de lutte est limité, le caractère répressif de la société exige l'emploi de moyens violents. « Donnons des armes aux ouvriers, l'exploitation ne durera pas. Si on tape sur les policiers, y vont réfléchir [...] la police, c'est le système. »

Avant le congrès de février 1969, l'action du MSP ne se situait déjà plus à l'intérieur des normes du syndicalisme étudiant des années 1960-1965. Au congrès, le MSP a présenté une équipe complète à l'élection de l'exécutif de l'U.G.E.Q. Par suite d'une manoeuvre du MSC, l'élection fut retardée jusqu'au congrès de juin, qui n'eût jamais lieu. Mécontents et déçus, les militants de ce groupuscule ont quitté le congrès un peu avant terme. Il ne leur restait plus en effet qu'à vider les lieux, laisser l'U.G.E.Q. sombrer et inviter les militants à rejoindre les rangs de la nouvelle organisation étudiante. « Le MSP est contre les congrès qui ne servent à rien [...] Le MSP va continuer à travailler avec les éléments dynamiques de chaque unité de base. »

Le spontanéisme

Cette tendance idéologique prône l'abolition de toute organisation, castratrice par définition. Refusant l'objectivité (donc tout canon scientifique),

le spontanéisme nie la légitimité de toute forme d'organisation au nom d'un principe universel : le subjectivisme. Toute activité qui se situe dans le cadre de la société de répression est condamnable. « Analyser directement la société de répression, c'est être complice. Vive la subjectivité ! L'objectivité est hypocrite [...] La science américaine fabrique du Napalm... C'est ça, l'objectivité ? Pour être objectif, faudrait que je sois Dieu ! Vive le subjectivisme ! »

Privilégier une organisation, c'est privilégier un type d'action, ce que les défenseurs de la spontanéité refusent. L'action est légitime dans la mesure où elle a sa source dans l'individu. « L'action est en soi une valeur de révolte contre la société de répression. » La structurer, c'est la prostituer. Pendant que des enfants meurent de faim au Biafra, que des Vietnamiens sont brûlés au Napalm, que les noirs américains sont bafoués, que des phoques sont massacrés au Canada, on dit aux étudiants de s'organiser ! « Croyez en l'U.G.E.Q., croyez en Dieu et vous serez sauvés [...] Les gens oublient que l'Indien, le Chinois, ont le droit de vivre dans leur culture [...] que la société actuelle est uniculturelle. » Il est temps que les gens se réveillent. « La démocratie, c'est la responsabilité. Si t'a prends pas, t'auras une bombe en pleine face. »

Les avis au sujet de la disparition de l'U.G.E.Q. restent cependant partagés. Quelques-uns se contentent de manifester leur scepticisme vis-à-vis toute organisation. « L'U.G.E.Q. est un instrument, une structure qui vaut ce que les hommes valent. » D'autres voudraient simplement la voir disparaître. « L'U.G.E.Q. est un 'hostie' de gros éléphant blanc, une organisation centrale, ça ne vaut rien [...] l'action révolutionnaire ça se situe à la base, donc l'U.G.E.Q. doit mourir. » Mais le fondement de l'argumentation reste toujours le même malgré les divergences : l'individu est le principe d'action. Si certains avouent la nécessité d'un minimum d'organisation, c'est pour en faire une composante de l'action, l'action individuelle. L'U.G.E.Q. ? Une centrale de distribution des moyens d'action. « Les gens ont besoin des moyens pour poser des actions, par exemple, des machines à Sir George Williams et des pilules anticonceptionnelles dans les écoles secondaires. » L'action individuelle se pratique à la base, dans les cegeps, dans les universités. Le choix des moyens d'action ne revient pas au congrès. « On a un choix à faire, mais pas à Québec (au congrès) [...] Il faut le faire dans nos collèges [...] Si on est rendu à structurer, où est-ce qu'est rendu Octobre (1968) ? »

Il est évident que cette tendance abhorre toute forme de délégation de pouvoir. « Je ne crois pas à la délégation [...] mais à la participation [...] Tous les gens intéressés n'ont qu'à participer. » « Le droit de vote, ça ne veut rien dire [...] il est possible, pour n'importe qui de 'paqueter' l'assemblée

[...] La gauche est obsédée par le vote, allez donc voter n'importe quoi dans un local. »

Peu d'actions concrètes ont été proposées par ce groupe. Sa stratégie privilégiée a été dévoilée, la violence, la lutte contre les forces policières du système. « La police, c'est la muraille, il faut la détruire avant d'atteindre les détenteurs du pouvoir. » D'ailleurs, attaquer la police est se défendre contre elle. « La police nous a tapé dessus, je vais taper dessus la prochaine fois. » Les véritables détenteurs du pouvoir, l'ennemi, ce sont donc les quelques individus puissants, auxquels il faut opposer des moyens à la mesure des leurs : la lutte armée, la violence.

Les partisans de cette tendance ont très sévèrement jugé le congrès : obsession de libéralisme et inaptitude à la discussion, tel est leur bilan. Il va sans dire, le congrès fut inutile et démoralisant. D'autre part, les manifestations d'intolérance provenaient d'eux, de même que les remarques « amoureuses ».

II. UNE NOTE À PROPOS DU DÉROULEMENT DES DÉBATS

Il n'est pas suffisant de présenter les tendances des groupuscules qui se sont affrontés. Le déroulement des débats et des travaux en commissions et comités mériterait une attention particulière. Mais le congrès n'a pas d'histoire, il n'est pas une suite d'événements à dater, il est un événement, le dernier, d'une période historique chaude du Québec. C'est en tant qu'événement unique qu'un ordre peut l'expliquer. Il le constitue comme événement et justifie son unicité. Or, il s'est avéré que l'événement s'organisa selon l'ordre de l'exposition habituelle des travaux académiques ! C'est, paradoxalement, l'ordre temporel des séances qui donne l'ordre de l'explication de l'événement, puisque le discours analytique commence par l'exposé théorique pour se terminer par l'explication de l'*explicandum*. Évidemment, chacun des « épisodes » (chapitres) du congrès présente une grande animation dans l'énoncé des idées, une capacité peu commune de transgresser les limites du sujet, un grand nombre d'interventions absolument incongrues et d'aussi fréquentes analyses de l'état des échanges verbaux entre les partisans des diverses tendances. Le désordre apparent des discussions nous interdit de conclure, à partir de l'ordre des thèmes de chacune des séances, à une volonté formelle d'organisation des débats, à une volonté non moins formelle de désorganisation des débats ou encore à un mode univoque et sans appel de fonctionnement des esprits. Ordre et désordre se combinent en un ensemble significatif.

Pour le moment, résumons succinctement les débats en assemblée.⁸ La première discussion (après la présentation mouvementée du rapport annuel de l'exécutif sortant) aborde la nécessité de développer une théorie générale de la société québécoise de façon à unir théorie et pratique dans une véritable praxis révolutionnaire. Se greffent à ce thème, les considérations à propos de la mobilisation des masses, des méthodes d'animation sociale — « ça stérilise » — et déjà de l'incapacité de communiquer des étudiants de l'assemblée. Ah oui, il ne faut surtout pas oublier de mentionner la présence du phénomène amoureux — « quand je pense qu'il fait l'amour, je le trouve sympathique » — constamment remémoré à l'assemblée par les tenants du spontanéisme.

L'assemblée du lendemain matin s'est ouverte par un bilan des activités du mouvement étudiant depuis ses débuts. L'on s'est rapidement engagé dans la discussion du principe de légitimité de l'action. Tel que nous l'avons vu plus haut, l'action se légitime soit par l'organisation représentative qui la propose, soit par l'institution qui lui donne sens, soit par le milieu local qui l'organise, soit par l'individu qui la supporte. Cette séance a tenté d'aborder le problème de la représentativité des délégations étudiantes. Il ne fut définitivement réglé que le lendemain soir.

En soirée, l'assemblée aborda successivement les thèmes de la structure organisationnelle légitime, puis de la genèse de l'action. Le premier débat se résume au conflit des tendances à propos de la notion de représentativité des mandataires, le deuxième à une discussion au sujet du « moteur premier » de l'action, l'individu, le groupe ou l'organisation.

Les trois assemblées suivantes ont traité diversement des moyens d'action légitime. Il fût beaucoup question du congrès lui-même et des attitudes des participants : de la guérilla intellectuelle jusqu'à la lâcheté, en passant par le refus de communiquer et du manque d'esprit communautaire, jusqu'à la dernière séance, où l'on s'aperçut qu'il était presque impossible de combler le déficit de l'U.G.E.Q. C'est ainsi, avec la promesse de se réunir en juin 1969, que se termine le congrès de février 1969. Ce devait être le dernier des congrès de la centrale syndicale étudiante.

En résumé, et ce qu'il faut retenir à notre avis : une théorie générale de la société, les principes de légitimité de l'action, la forme d'organisation de

⁸ Les travaux des comités et commissions du congrès n'ont pu être observés avec suffisamment de rigueur. D'autre part, le climat des discussions y a varié sensiblement selon le sujet abordé. Les travaux de la commission d'information (problème technique et financier) se sont déroulés dans un climat serein. Les travaux des commissions d'action et d'organisation ont été plus mouvementés. Quelques comités ont subi l'assaut verbal de toutes les tendances, tandis que d'autres se sont transformés en groupe d'information sur le MSP. Nous ne pourrions tenir compte de ces « épisodes » dans nos conclusions ; la diversité des débats et les conditions de cueillette des données nous l'interdisent. À titre d'hypothèse, nous maintiendrons qu'ils sont des appendices des assemblées générales.

l'action, la genèse de l'action collective et les moyens de l'action, tels ont été les thèmes séquentiellement abordés comme des chapitres successifs d'un traité de la praxis révolutionnaire, tel a été l'ordre du désordre apparent. Ces thèmes et l'ordre de la démonstration sont restés académiques. Ce discours scolaire est cependant perturbé de considérations générales à propos de sa légitimité, du mode d'échange des idées en assemblée et de l'importance de la communion collective à la parole dite. L'exorcisme du discours académique s'accomplit totalement dans la répétition, comme si la redite de paragraphes originellement ordonnés détruisait les lois d'exposition des idées « bourgeoises ».

III. LES GROUPUSCULES ET LEUR IDÉOLOGIE

Nous avons pu observer une filiation presque parfaite entre l'appartenance à un des groupuscules et l'institution scolaire d'origine. Le syndicalisme de négociation a été défendu par la majorité des étudiants anglophones présents et par les représentants des étudiants des écoles professionnelles de statut universitaire. Cette tendance était minoritaire. Le MSC était issu de l'union stratégique de l'exécutif sortant de l'U.G.E.Q. et d'étudiants des cegeps où le mouvement d'octobre (1968), sans être un retentissant succès, n'avait pas provoqué une politique administrative ouvertement répressive. Ces cegeps étaient, pour la plupart, d'anciens collèges classiques où le syndicalisme étudiant avait une tradition de lutte : séminaire Ste-Thérèse, Jonquière, Chicoutimi, etc. Le MSP a été créé à la suite des événements d'octobre (1968). Des comités d'action de certains cegeps et facultés universitaires se sont réunis et ont formé l'embryon de l'organisme qui devenait de plus en plus le rassemblement de toutes les forces radicales du milieu étudiant. Les protagonistes du MSP proviennent d'institutions scolaires où la répression administrative avait été très vive et où la tradition de lutte syndicale n'existait pas : Faculté de philosophie de l'Université de Montréal, Mont St-Louis, etc. Quant au spontanéisme organiquement greffé au MSP pendant le congrès, nous lui supposons une origine semblable à celui-là.

Le problème des relations entre idéologie, conjoncture politique et organisation sociale n'a jamais reçu de solution satisfaisante en sociologie. Il n'est pas de notre propos de discuter à ce sujet. Il suffit de noter la filiation entre origine scolaire et idéologie qu'a fait montre chacune des tendances : la stabilité, la persévérance des politiques administratives et des traditions syndicales favorisent chez les étudiants une attitude favorable au maintien de leurs associations, tandis qu'une politique administrative brusque et répressive dans un milieu sans tradition organisationnelle trouve sa réponse dans une idéologie de la violence et du changement révolutionnaire. Pourtant,

dans une société (étudiante) en ébullition, la stabilité et la libéralité des politiques administratives des institutions scolaires pourraient théoriquement n'avoir aucun impact sur l'attitude politique des étudiants. Mais il semble que la stabilité institutionnelle dépend de la nature des institutions (puisque les écoles professionnelles et les universités anglophones sont parmi les plus gratifiées à cet égard). Les politiques administratives et les traditions syndicales ne sont donc pas étrangères aux structures et fonctions des écoles : au type de savoir qu'elles enseignent, aux recherches qu'elles exécutent, à la clientèle qu'elles desservent, à la discipline qu'elles imposent, etc... En somme, tout se passe comme si les étudiants (au congrès de l'U.G.E.Q. 1969 à tout le moins) ne faisaient que confirmer la spécificité de leur institution scolaire d'origine, la politique des administrations et les actions politiques et syndicales de leurs prédécesseurs. (Quel est donc, déjà, ce vice-recteur qui prétendait sans passé la politique étudiante ?)

François BÉLAND

*Département de sociologie,
Université Laval.*

ANNEXE : LES DOCUMENTS DU CONGRÈS

Le participant au congrès recevait une copie de la constitution, des règlements intérieurs, des règlements de l'élection des membres de l'exécutif, des règlements intérieurs du Conseil central national, du règlement relatif aux finances, du statut du Conseil Juridique permanent, tous organismes de l'U.G.E.Q. Ces textes étaient accompagnés des propositions de réforme de la Charte des règlements et du comité des finances, présentées par l'exécutif de l'U.G.E.Q. L'étudiant disposait en plus du procès-verbal du troisième congrès annuel de l'U.G.E.Q. tenu à Montréal du vingt et un au vingt-cinq février 1968.

L'exécutif a préparé cinq documents d'information pour étude en commission. En fait, deux d'entre eux prennent l'allure de manifestes. L'un, « Principes qui devront sous-tendre toute future action étudiante », présente les « quatre a priori » de toute action :

- a) lier les problèmes quotidiens et les désirs de transformation globale,
- b) la nécessité de se préparer pour « faire cette transformation de la société »,
- c) la fin de l'auto-censure,
- d) organiser l'action pour qu'elle devienne efficace.

Le deuxième texte, « Projet de structuration », propose la structure d'organisation de l'U.G.E.Q. qui correspondrait à ces critères d'action :

- a) l'exécutif propose la création de secrétariats régionaux qui assureraient la présence quotidienne de l'U.G.E.Q.,
- b) la disparition du Conseil central national (C.C.N.) et la constitution d'une Session nationale ou siègeraient les délégués de base dûment mandatés,
- c) une réforme de l'exécutif pour unifier l'action de ses membres et l'orienter en fonction des actions,
- d) une hausse de la cotisation et une redistribution aux secrétariats régionaux.

Les deux autres documents s'adressent aux membres de la commission de l'information du congrès. Ils analysent les besoins d'information du milieu, l'importance de l'information aujourd'hui, les pré-requis techniques et les dépenses que l'installation d'un service audio-visuel d'information entraînerait pour l'U.G.E.Q.

Le cinquième document est un bilan financier qui indique un déficit de \$15,085.10.

Le MSP a publié un tract dans lequel il proposait au lecteur son option. Il y décrivait ses objectifs généraux, lutte pour l'auto-gestion, c'est-à-dire, « abolition du système

techno-bureaucratique fondé sur la hiérarchie des fonctions et des savoirs » et mise en place de « la démocratie directe au niveau de l'enseignement par l'autonomie des institutions, et la souveraineté des assemblées générales ». Lutte aussi pour l'université populaire et pour la réforme radicale de l'éducation.

Pour le MSP, la région est le centre véritable d'expression du dynamisme des unités de base. Au niveau national, des comités techniques d'orientation et d'information, de liaison, de recherches et de formation assurent à l'ensemble cohérence et efficacité. L'exécutif devient le comité central, équivalent du C.C.N. de l'ancienne U.G.E.Q. ou des Sessions nationales du projet de réforme de l'exécutif. Ainsi, « l'U.G.E.Q. doit devenir un pouvoir parallèle », une opposition extra-parlementaire.

Un autre groupe d'étudiants, consciemment utopiste, a rédigé un manifeste distribué au congrès. Notons immédiatement que nous ignorons s'il y a des liens entre les défenseurs du syndicalisme culturel et les rédacteurs du manifeste utopiste ; il nous semble plutôt que ces derniers se sont ralliés au MSC, du moins leurs interventions s'y sont confondues.

Annoncé comme premier texte d'une série de quatre, « L'utopie d'une gauche nouvelle », sans réel souci d'anonymat, est signé des seuls prénoms des auteurs. Ce texte est une poésie politique accompagnée de dessins. Il est un appel à la liberté, à vivre la liberté découverte du collectif d'octobre (1968), à la critique de la quotidienneté d'aujourd'hui, critique plus dirigée contre l'élitisme de droite ou de gauche, que contre la bourgeoisie. Les gens seraient emmurés dans la tradition, propriété de l'élite. La libération, c'est la réalisation des possibilités de chacun au sein d'une collectivité qui rend possible le partage.

Quelques textes et tracts ont pu nous échapper, nous croyons cependant que notre échantillon nous présente l'ensemble des tendances qui se sont exprimées au congrès, sauf le spontanéisme que nous distinguons ici du syndicalisme utopique.